

« Notre cordon sanitaire tient bon »

En 1989, Jos Geysels a été à l'origine de l'adoption du cordon sanitaire contre l'extrême droite en Flandre. Comment analyse-t-il les résultats du VB et de la N-VA aux dernières élections ?

Propos recueillis par Arnaud Lismond-Mertes et Paul Vanlerberghe (CSCE)

Les élections du 26 mai 2019 se sont traduites par une évolution importante du paysage politique flamand (lire le détail des chiffres en encadré). Le parti d'extrême droite indépendantiste Vlaams Belang (VB) atteint 18,5 % des voix pour le parlement flamand. Il rebondit ainsi de façon spectaculaire à la deuxième position, alors que les résultats de ce parti étaient en chute continue depuis dix ans, après avoir culminé à 24 % des voix en 2004, et être tombés à 6 % en 2014. Le transfert des voix entre le VB et l'autre parti régionaliste/independentiste flamand, la N-VA, s'est manifestement inversé. Avec 24,8%, celle-ci reste toutefois le premier parti flamand, malgré une perte de 7 % des voix. Alors que le CD&V, le VLD et le sp.a sont au plus bas, la N-VA et le VB, ensemble, totalisent plus de 43 % des votes. Dans quelle mesure les démocrates et les francophones doivent-ils s'inquiéter de ce résultat ?

Pour apporter des éléments de réponse à cette question, nous avons sollicité l'avis de Jos Geysels. Secrétaire politique de Groen (à l'époque « Agalev ») de 1997 à 2003, il a été en 1989 à l'initiative de l'adoption du « cordon sanitaire », c'est-à-dire de l'engagement pris par les partis démocratiques flamands de ne former aucune coalition avec le VB. Aujourd'hui, il est encore actif dans la société civile et reste une « autorité morale » en Flandre par rapport au

cordon sanitaire et un observateur attentif de la vie politique. Selon lui, malgré la proximité de certains discours de Théo Francken avec ceux du VB (lire p. 34), il reste à ce jour une différence fondamentale de nature entre la N-VA et le VB.



« On ne peut pas jouer avec l'extrême droite. »

Ensemble ! : Ce 26 mai, le Vlaams Belang (VB) a obtenu 18,5 % des voix en Flandre et la N-VA 24,8 %. Soit plus de 43 % des voix au total. C'est un résultat que beaucoup de francophones estiment inquiétant, est-ce un jugement que vous partagez ?

Jos Geysels : Pour apprécier correctement le résultat du scrutin, je

d'extrême droite. Par parti d'extrême droite, j'entends un parti de droite dont le projet est en contradiction avec les caractéristiques minimales d'un régime démocratique moderne telles qu'elles sont fixées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU de 1948 et, pour l'Europe, dans la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CEDH) de 1953.

Il est exact que des parlementaires et des secrétaires d'État de la N-VA impulsent une évolution de ce parti avec laquelle le président de la N-VA joue et qui m'inquiète. Mais il demeure une différence de nature nette entre ces partis par rapport aux fondements de la démocratie. Selon les études qui y ont été consacrées par plusieurs chercheurs universitaires, le score électoral de la N-VA exprime d'une façon conservatrice les peurs d'une partie des électeurs flamands de perdre leurs acquis et leurs craintes par rapport à l'avenir, à leur pension, etc. C'est un mélange, bien reçu chez des personnes

« Il y a un tiers des Belges qui ont des fins de mois difficiles et qui sont profondément en colère par rapport aux partis traditionnels »

pense qu'il est très important de comprendre qu'il existe encore – et ce mot est important – une différence de nature entre la N-VA, qui est un parti national-conservateur, et le Vlaams Belang, qui est un parti

aisées, d'une idéologie conservatrice sur le plan socioéconomique et d'une tendance au repli sur soi-même, sa maison, sa région... Cette tendance existe aussi dans d'autres pays et en Wallonie même si, dans ce cas, elle

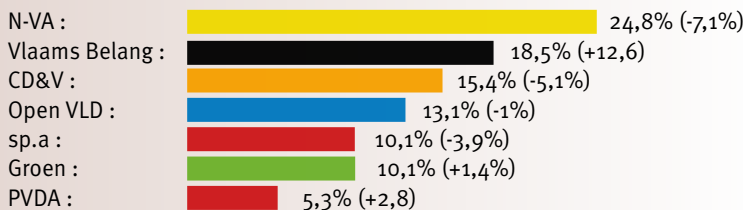
n'a pas trouvé une expression électorale.

Le vote pour le Vlaams Belang est plutôt un vote de colère et anti-immigrés de personnes en situation de pauvreté, même s'il y a également des personnes aisées qui votent pour le VB, par exemple dans le nord d'Anvers, à Brasschaat, etc. S'il y avait un parti d'extrême droite structuré et dirigé professionnellement en Wallonie, il remporterait sans doute également un succès électoral, mais heureusement ça n'a jusqu'ici pas été le cas. En Wallonie, lors de ces élections, le vote protestataire des exclus s'est porté sur le PTB-PVDA. C'est beaucoup moins le cas pour le PVDA-PTB en Flandre.

Quelles sont les causes des scores élevés du VB et de la N-VA ? Leur succès est à mettre en rapport avec l'effondrement des partis traditionnels, lui-même lié à leur adhésion à la pensée unique au niveau socioéconomique et à leur incapacité à répondre aux attentes de la population. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les partis sociaux chrétiens, libéraux et socialistes captaient près de 90 % des électeurs en Flandre. C'est moins de la moitié aujourd'hui. La N-VA a repris les voix des libéraux et du CD&V. Quant au sp.a, il a complètement adhéré à la Troisième voie sociale-libérale de Tony Blair. On en voit maintenant les résultats. Même si je suis écologiste et pas un membre du parti socialiste, je pense qu'il est important pour la démocratie d'avoir un parti social-démocrate significatif. Il faut mettre en avant un programme progressiste alternatif et transformer l'angoisse en un espoir. Il faut augmenter les minimas sociaux, relancer la construction de logements sociaux, etc. Mais les socialistes ne l'ont pas fait suffisamment quand ils étaient au pouvoir. C'est dans la direction d'une société plus juste et plus verte qu'il faut aller. Dans l'histoire, la force des partis de gauche a toujours été de donner un horizon, de mobiliser les milieux populaires pour la réalisation d'un espoir. C'est ce qui fait défaut aujourd'hui. Il y a un tiers des Belges qui ont des fins de mois difficiles et qui sont profondément en colère par rapport aux partis traditionnels. L'affaiblissement du sp.a et du CD&V dans les milieux populaires a ouvert un espace politique qui a été occupé par le VB. Oui, tout cela m'in-

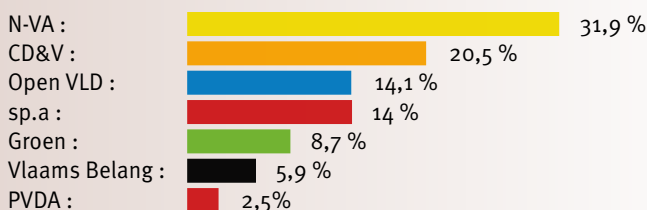


RÉSULTATS DES RÉGIONALES 2019 EN FLANDRE (PAR RAPPORT À 2014)

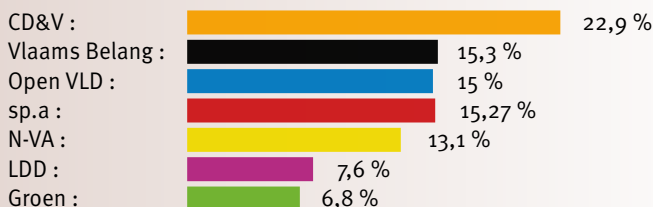


LES RÉSULTATS DU MÊME SCRUTIN PRÉCÉDEMMENT

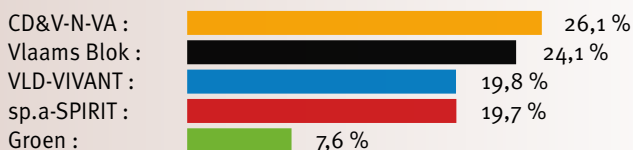
2014



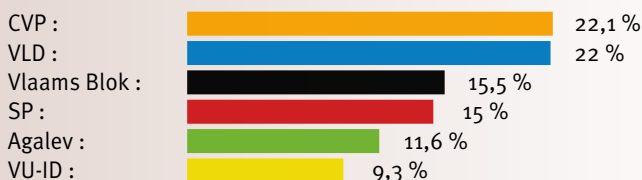
2009



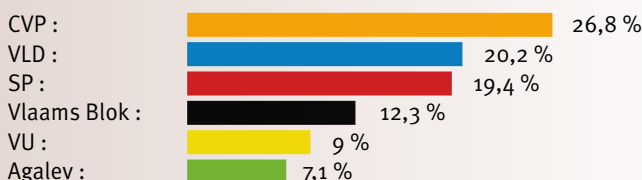
2004



1999



1995



⇒ quiète, mais je ne veux pas me focaliser sur ce résultat actuel de 43 % des votes. Je pense qu'il est plus important de se mobiliser pour faire changer les choses. Il faut également voir

ce moment - très important de bien mesurer la distance qu'il existe entre le VB et la N-VA. Dire « *ce sont tous des fascistes* », c'est une énorme stupidité ! En tant que démocrate, on

vra faire un choix. Est-ce que Francken se rapprochera de Van Grieken [ndlr : le président actuel du Vlaams Belang (VB)] pour former un nouveau parti très à droite ? Je n'en sais rien, mais le modèle de M. De Wever, c'est la CSU bavaroise.

« Mon inquiétude profonde est qu'une partie des médias flamands commencent à défendre l'idée que le VB a changé »

ce qui bouge de façon positive dans la société flamande. Il y a, notamment chez les jeunes, une mobilisation en faveur de la défense du climat. Sur ce terrain, la N-VA ne se trouve pas dans une situation confortable.

Aujourd'hui, mon inquiétude profonde est plutôt qu'une partie des médias flamands et des acteurs susceptibles de forger l'opinion publique commencent à défendre l'idée que le VB a « changé » ou que « le racisme est un point de vue comme un autre », etc. Non, le VB est toujours un parti d'extrême droite et l'incitation à la haine raciale est un délit !

Ces derniers mois, la N-VA a fait tomber le gouvernement Michel sur la ratification du

« pacte de Marrakech », tandis que le secrétaire d'État à l'Asile et aux Migrations, Théo Francken (N-VA) a imposé un quota pour l'examen de demandes d'asile et multiplié les attaques publiques contre certaines applications de la CEDH par la Cour de Strasbourg et contre les « droits-de-l'hommes » en général... La distinction de nature que vous faites entre le VB et la N-VA tient-elle toujours ?

L'expression utilisée en flamand par Francken est « *mensenrechten fundamentalisten* ». Je connais ses positions, mais je crois qu'il est - en

s'affaiblit et on fait une faute si on ne pointe pas précisément les points qui sont problématiques ou si on procède à des amalgames. Il ne serait pas facile de trouver dans le programme de la N-VA des points qui contredisent la *Déclaration universelle des droits de l'homme* ou la CEDH. Pour le VB, je peux le faire sans aucune difficulté : l'interdiction du financement des mosquées, l'instauration

En recevant publiquement trois fois le président du Vlaams Belang dans le cadre de son rôle « d'(in)formateur » du gouvernement flamand, M. De Wever n'a-t-il pas rompu le « cordon sanitaire » avec le VB ?

Le « cordon sanitaire » en Flandre, tel qu'il a été formalisé dans un court texte que j'avais proposé en 1989 et qui a été ratifié par tous les partis flamands (la N-VA n'existait pas encore), c'est un engagement à ne participer à aucune majorité dans un exécutif avec le VB à aucun niveau de pouvoir que ce soit : fédéral, régional, provincial ou communal. Ça s'arrête là et ne concerne ni les discussions avec des représentants du VB, ni la présence dans les médias, etc. Jusqu'ici



« Il faut également voir ce qui bouge de façon positive dans la société flamande. »

d'une Sécurité sociale séparée pour les étrangers etc. M. De Wever, président de la N-VA depuis 17 ans, est un conservateur avec lequel je ne suis pas d'accord, mais on ne peut pas le traiter de fasciste.

N'y a-t-il pas aujourd'hui deux tendances au sein de la N-VA : celle de De Wever, qui se soucie de se démarquer du passé collaborationniste du mouvement flamand, tandis que Francken ne s'intéresserait qu'au futur ?

Peut-être. Quelle direction la N-VA prendra-t-elle dans l'avenir ? Elle de-

ce cordon sanitaire a été respecté en Flandre. Pour moi, c'est une question de principe : un parti démocratique ne forme pas de coalition avec un parti qui se place en dehors de la démocratie. Je n'ai pas eu de problème à ce qu'au lendemain des dernières élections le roi reçoive le président du VB. Ça me paraît conforme à la tradition démocratique. Est-ce que M. De Wever devait recevoir, non pas une seule fois, mais à trois reprises, le président du Vlaams Belang dans le cadre de la constitution du futur gouvernement flamand ? Je pense qu'en cette circonstance il a utilisé le



VU, VB, N-VA...

En 1978, deux groupes qui ont quitté le parti nationaliste flamand Volksunie (VU), jugé par eux trop à gauche et compromis dans la participation à une réforme de l'État, s'unissent pour former le Vlaams Blok (VB). Le premier succès électoral du VB date de 1991 (« dimanche noir ») : il recueille environ 10 % des voix en Flandre. En 2001, la Volksunie implose et sa tendance majoritaire se recompose sous le nom de Nieuw-Vlaamse Alliantie (N-VA). En 2004, suite à sa condamnation pour racisme et xénophobie le Vlaams Blok change de nom pour désormais s'appeler Vlaams Belang. La même année, afin de pouvoir franchir le seuil électoral de 5% des voix, la N-VA se présente aux élections en cartel avec le CD&V. Il est mis fin à ce cartel en 2008.

Vlaams Belang au profit de ses négociations pour former une coalition avec les autres partis. Cette façon de se servir de l'extrême droite ne me semble pas convenable. C'est dangereux : on ne peut pas jouer avec l'extrême droite. Au contraire, il faut la confronter ! C'est également une stupidité de défendre l'idée, comme certaines voix minoritaires l'ont proposé au sein du CD&V et du VLD, qu'il faut faire monter le Vlaams Belang dans le gouvernement pour le confronter aux responsabilités et le « brûler » électoralement. C'est non seulement inacceptable sur le principe, mais en plus ça ne marche pas. Presque toutes les expériences de ce type dans des pays européens l'ont montré, comme par exemple en Autriche. Tout cela est regrettable mais, malgré tout, à ce jour, notre cordon sanitaire tient bon.

Vous n'avez pas évoqué l'agenda communautaire de la N-VA et du VB...

Ce n'est pas à l'agenda politique en Flandre. Aujourd'hui, les Flamands se foutent des positions communautaires de la N-VA et du VB.

La N-VA et le VB n'ont-ils pas toujours pour objectif l'autonomie et à terme l'indépendance de la Flandre ?

Oui, et alors ? Je ne suis pas inquiet. Selon les enquêtes universitaires, il n'y a environ que 15 % des Flamands qui sont en faveur d'une Flandre autonome. Les autres ne s'y intéressent pas. C'est uniquement si les francophones et le PS deviennent demandeurs de nouveaux transferts financiers du fédéral en faveur de la Région wallonne ou de la Communauté française que cette question reviendra sur la table. Dans ce cas-là, la N-VA demandera, avec le soutien d'une bonne partie des partis fla-

mands, de nouvelles régionalisations de compétences.

Le gouvernement Michel (dont la N-VA faisait partie) a coupé dans les dépenses de l'État fédéral et a creusé le déficit budgétaire en diminuant les recettes fiscales. Ce type d'organisation du délitement de l'État fédéral

ne risque-t-elle pas de conduire les électeurs à la conclusion que la Belgique ne fonctionne plus et qu'il faut passer à autre chose ?

Je suis actuellement plus inquiet par rapport au démantèlement *de facto* du fédéral généré par le *Tax shift* et à des processus qui sont en cours dans les faits que par rapport à des déclarations communautaires fracassantes de l'un ou l'autre cadre de la N-VA. Mais ce délitement n'est pas seulement la responsabilité de la N-VA, c'est également celle des autres partis qui composaient le gouvernement. En outre, le gouvernement Di Rupo n'a lui non plus rien fait pour les couches populaires, et ce n'est pas la faute de la N-VA. Je pense qu'il ne faut pas se focaliser seulement sur les quatre dernières années de gouvernement fédéral mais qu'il faut nous poser la question : au cours des quinze dernières années, qu'est-ce qui a été fait au fédéral en faveur de la population ?

Avec le poids électoral du VB et de la N-VA, y a-t-il aujourd'hui un risque d'étouffement des voix critiques de la société civile flamande, par

exemple au sein de la VRT ou du monde associatif ?

Pour les associations culturelles subventionnées ou des organismes comme la VRT, il y a des problèmes et des inquiétudes justifiées. En effet, les conseils d'administration de ces organismes sont composés en partie de personnes liées à des partis selon une répartition qui dépend des résultats électoraux. Mais pour ce qui est du VB, ils sont peu présents dans ces associations et dans ces conseils d'administration. Ils introduisent des recours devant la Commission permanente du Pacte culturel pour y obtenir des postes, mais en général ces recours sont rejetés.

Cependant, par exemple pour les associations qui luttent contre la pauvreté, c'est déjà aujourd'hui très dur avec la N-VA. Mais pour tout ce qui concerne les associations de volontaires, comme le mouvement pour

« Je suis actuellement plus inquiet par rapport au démantèlement *de facto* du fédéral généré par le *Tax shift* »

la défense du climat, le résultat des élections n'a pas d'impact. C'est un fait : la N-VA défend l'idée d'une « primauté du politique », c'est à dire des élus, et n'aime pas beaucoup la société civile, les mutualités, les syndicats, etc.

Et si, par exemple en 2024, la N-VA et le VB totalisaient plus de 50 % des votes en Flandre, pensez-vous que cela changerait fondamentalement la donne politique ?

Oui ! Mais à ce moment, même si la N-VA et le VB avaient au total 50 % des parlementaires au parlement flamand, je ne pense pas qu'ils formeraient une majorité de gouvernement ensemble, du moins pas sans le soutien d'un troisième parti. Que feraient-ils ? Voter une déclaration d'indépendance de la Flandre au parlement flamand ? La majorité des cadres et des parlementaires de la N-VA sont en faveur d'une république flamande indépendante, c'est l'objectif inscrit dans leurs statuts fondateurs, mais ce ne serait pas soutenu par la population flamande. Je n'exclus plus rien pour l'avenir, cependant ça me paraît peu probable. □